

MÉDICAMENTS

Sanofi s'engage à produire 80% de ses produits localement

Le laboratoire pharmaceutique Sanofi Algérie s'engage à produire 80% du volume de ses produits distribués en Algérie localement. La firme pharmaceutique française atteindra ses prévisions avec la mise en service de son usine de production, prévue d'ici début 2017. Le passage à l'exportation à partir de l'Algérie vers les pays voisins est une piste que le laboratoire explorera d'ici trois ans, une fois le marché local couvert.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Sanofi, qui produit actuellement 50% de ses produits en Algérie, se fixe comme objectif d'atteindre les 80% d'ici 2017 à 2018. Le laboratoire qui a exposé hier son projet industriel de construction de l'usine de production en Algérie, s'engage d'ailleurs à mettre en exploitation sa première chaîne de production au courant de 2016. Implanté au niveau de la nouvelle ville de Sidi Abdellah sur 6,6 hectares et représentant un investissement de 6,6 milliards de dinars, le projet est qualifié «du plus important complexe de production de médicament de Sanofi en Afrique et au Moyen-Orient».

L'usine produira toute la gamme des produits Sanofi, principalement

des formes sèches et liquides.

«Nous allons produire principalement les antalgiques en sachet de Sanofi, tous nos liquides, tous nos produits destinés aux hypertendus, aux diabétiques, les médicaments destinés au système nerveux...», a indiqué hier Pierre l'Abbé, directeur général de Sanofi Algérie, lors de la présentation du projet.

Au total, ça sera 100 millions d'unités par an de médicaments label Sanofi qui seront produites localement sur 100 spécialités pharmaceutiques, pour une capacité de distribution de 240 spécialités pharmaceutiques différentes. Selon le directeur général de Sanofi, l'objectif actuel du laboratoire c'est de satisfaire le marché local. Le passage à l'exportation

qui est exclu dans l'immédiat sera une piste à développer d'ici trois ans.

Sanofi détient actuellement 13,5% de part de marché en Algérie. Le projet de l'usine qui permettra la création de 133 nouveaux postes d'emplois et du transfert du savoir-faire a été ficelé en 2010 mais n'a été lancé qu'en 2015. Quel est l'apport du gouvernement algérien dans ce projet ? Le laboratoire, en bénéficiant d'une assiette de terrain à un dinar symbolique, a-t-il été avantagé ? «Non», répond le responsable de la firme. «Il existe des procédures judiciaires que nous avons suivies rigoureusement, nous avons eu l'accord de la CNI et tous les autres accords qui ouvrent droit à un acte de concession, la procédure est ouverte à tout le monde et ils peuvent tous emprunter ce même chemin», a-t-il souligné.

La clinique mobile de dépistage sillonnera le pays à partir de janvier prochain

Sanofi qui a lancé sa clinique mobile de dépistage de l'hypertension artérielle, du diabète et des

maladies associées en mai dernier, estime le nombre des hypertendus en Algérie à 4,4 millions, dont 1,5 million ne sont pas diagnostiqués. Les diabétiques représentent une population de 1,8 million dont 53% ne sont pas diagnostiqués.

La clinique mobile, soulignée-t-on, était déployée, la semaine dernière, à Reghaïa. Elle a permis le diagnostic de 500 personnes à raison de 60 à 72 patients par jour. 67% des personnes diagnostiquées ont révélé des complications méconues dont le pied diabétique (43%), la rétinopathie (31%), l'insuffisance rénale et toutes les complications liées au diabète.

À compter du 14 novembre et pendant une semaine, la clinique sera déployée à Staoueli et, du 14 au 21 décembre, à Bordj El Kiffan. En janvier 2016, la clinique sortira de l'Algérois pour sillonner d'autres villes du pays comme Oran, Saïda, Illizi et Adrar pour ensuite parcourir les Hauts-Plateaux et le grand Sud.

Cette initiative qui est une plateforme mobile médicalisée et informatisée et dont le serveur est héber-

gé au ministère de la Santé, permettra, expliquent ses initiateurs, à avoir des données «épidémiologiques réelles» sur ces maladies non transmissibles.

Les patients atteints par ces pathologies, dépistage de l'hypertension artérielle et du diabète et de leurs complications vasculaires et cardiologiques pourront, selon les cas, bénéficier d'une consultation de médecine générale, d'un bilan biologique et de consultations spécialisées, d'ophtalmologie, diabétologie et de cardiologie. Une fois diagnostiqués, explique-t-on, ils sont orientés vers des structures de proximité pour un suivi et une prise en charge assurée par des équipes médicales formées, composées de généralistes, spécialistes, et éducateurs de santé.

Pour les hypertendus et diabétiques connus, «il est important d'évaluer leur état d'équilibre et le stade des complications connues et de dépister les complications vasculaires et cardiologiques méconues».

S. A.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Salon Era ouvre ses portes aux investisseurs

Le développement durable et les énergies propres, une autre voie de diversification, abrite une énorme potentialité en Algérie. D'où l'intérêt du Salon Era constituant un cadre opportun à la rencontre des investisseurs nationaux et étrangers, publics et privés.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'organisation de la 6^e édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable révèle le succès des éditions précédentes d'Era, selon Linda Ouloulisse de Myriade Communication, organisateur et créateur de l'événement.

Prévu du 26 au 28 octobre au Centre des conventions d'Oran, le salon accueillera près de 5 000 visiteurs et plus de 90 exposants nationaux et étrangers. Des entreprises algériennes, françaises, polonaises, allemandes et chinoises seront présentes comme à chaque fois.

Par ailleurs, la participation indienne et américaine en est une première. Cela dit, le nombre d'entreprises étrangères a noté une certaine

régression suite à la décadence économique qu'impose la conjoncture internationale.

Paradoxalement, la qualité et la diversité des exposants se sont considérablement relevées, indique L. Ouloulisse.

En plus de Sonelgaz et Sonatrach, la présence du ministère de l'Energie en tant qu'entité ministérielle et exposant reconforte les recommandations, faites par le chef de l'Etat lors du dernier Conseil des ministres, à savoir investir dans les énergies renouvelables et le développement durable, rappelle-t-elle. Tandis que les ministères des Ressources en eau et de l'Environnement, de l'Industrie et des Mines, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Agriculture et du Développement rural, seront représentés par plusieurs entreprises, à savoir l'Office national de l'assainissement, de la Seaal, de l'Enie Sidi Bel-Abbès, du groupe Gica, du Centre de recherche en technologie des semi-conducteurs, de la Direction générale des forêts, pour ne citer que ceux-là.

Par ailleurs, le secteur privé manifeste également son intérêt à travers la participation d'enseignes notoires (Condor, le Groupe

Kherbouche, le Groupe ETRHB, Mek Energie, Amimeur Energie, Ooredoo) et d'autres PME œuvrant dans le domaine des énergies renouvelables. Gica, ETRHB, Condor et Ooredoo étant justement les sponsors de l'événement.

Cet espace professionnel constitue une véritable opportunité de prise de contact, de mise en relation ou de partenariat pour les différents exposants. D'autant plus que l'organisation parallèle de conférences accompagnant le salon permet de nourrir des débats et de réaliser des mises au point régulièrement, explique Mhammed Rebah, responsable de leur planification.

Ces séminaires, ouverts également au grand public, auront pour cette édition comme principales thématiques : le pronostic du programme énergies renouvelables 2015-2030, débuté en 2011 et actualisé cette année, ainsi que la 21^e édition de la conférence des Nations-Unies sur le changement climatique. Il précise, par ailleurs, que les colloques du Salon Era seront animés par des experts algériens et étrangers, représentants d'institutions et d'organismes.

Era connaît à chaque édition davantage

d'engouement et d'ampleur, révèle L. Ouloulisse. Les trois jours du salon constituent définitivement un réel enjeu pour les entreprises algériennes voulant concrétiser d'éventuels partenariats avec leurs homologues étrangères et saisir les opportunités d'affaires et les potentialités du marché local encore quasi vierge.

N. B.

ÉMIGRATION
CLANDESTINE

11 harragas interceptés au large de Annaba

Une embarcation transportant 11 candidats à l'émigration clandestine a été arraisonnée hier près des côtes annabies par une patrouille des gardes-côtes, a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Se voyant sur le point d'être interceptés, certains parmi les harragas, décidés à ne pas obtempérer aux gardes-côtes et à poursuivre leur tentative de traversée de la Méditerranée, se sont battus à l'arme blanche avec leurs compagnons qui ont décidé de se rendre, a-t-on fait savoir.

Cet affrontement a conduit 7 émigrants clandestins à se jeter à l'eau avant d'être sauvés de la noyade par les gardes-côtes, tandis que les 4 autres sont parvenus à rejoindre le rivage et à prendre la fuite, a-t-on ajouté de même source.

Ces candidats à l'émigration clandestine avaient pris la mer à la plage d'Aïn Barbar, dans la commune de Seraïdi, à quelques milles du lieu de l'arraisonnement, a-t-on également précisé.

Les 7 individus arrêtés après avoir été sauvés devaient être présentés, dans l'après-midi, devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba pour tentative d'émigration clandestine.

Au moins 179 émigrants clandestins avaient été interceptés dans des conditions analogues depuis le début de l'année en cours à Annaba.

APS

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RASSURE

Les travaux d'extension du Métro d'Alger sans conséquences sur l'ENSA

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a assuré hier à Alger que les travaux d'extension du métro d'Alger n'endommageront pas les dépendances de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA) sous laquelle le tunnel est projeté.

«La réalisation de ce projet a eu certainement l'aval des spécialistes en la matière et d'après leurs explications, le maître d'ouvrage ne va pas couper les arbres, mais il va les déplacer», a déclaré le ministre en marge de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation qui s'est déroulée au siège de l'école.

Il a ajouté que la réalisation de la ligne de métro El Harrach-aéroport Houari-Boumediène «relève de l'utilité publique».

Des enseignants, des chercheurs et des étudiants de l'ENSA avaient organisé la semaine dernière un rassemblement de protestation dans l'enceinte de l'école pour dénoncer, selon eux, un pro-

jet de création au niveau du jardin botanique d'une base logistique de Cosider.

Le directeur général de l'ENSA, Lakhdar Khelifi, a indiqué pour sa part que cette école centenaire ne dispose pas actuellement de jardin botanique.

«A la fin des travaux, on aura un jardin botanique clé en main aménagé par l'entreprise Métro d'Alger et Cosider», a-t-il dit aux journalistes.

Ce responsable a souligné aussi que l'opération de coupe et de déplacement des arbres est en cours d'étude par un groupe d'experts en collaboration avec la

Direction générale des forêts (DGF).

La filiale travaux publics de Cosider, chargée de la réalisation de ce projet a indiqué mercredi dernier qu'elle avait reçu «l'autorisation» de l'Entreprise métro d'Alger (EMA) d'installer, à titre provisoire pour la durée du chantier, des baraques de chantier dans l'enceinte de l'ENSA.

Ce groupe public a tenu à apporter «un démenti» aux «bruits selon lesquels l'entreprise (Cosider) aurait investi le jardin botanique (de l'école) dans le quartier de Belfort d'El Harrach pour y construire des bureaux».

APS